

Unité départementale de la Moselle
4 rue François de Guise
CS 50551
57009 Metz Cedex 01
Tél : 03 54 44 02 80
ud57.dreal-grand-est@developpement-durable.gouv.fr

Metz, le 04 juillet 2023

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 19/06/2023

Contexte et constats

Publié sur 

HAGANIS

Rue du Trou aux Serpents
Nouveau Port
57000 Metz

Références : METZ_HAGANIS_CVD_2023-06-23_RAPVI-AR-incendie_EBK_25114
Code AIOT : 0006204993

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 19/06/2023 dans l'établissement HAGANIS implanté 15 avenue de Blida 57000 Metz. L'inspection a été annoncée le 25/05/2023. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

La visite d'inspection s'inscrit dans le cadre de l'action régionale prévention des risques incendie.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- HAGANIS
- 15 avenue de Blida 57000 Metz
- Code AIOT : 0006204993
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

La régie HAGANIS exploite un centre de valorisation des déchets ménagers et assimilés (CVD) sur la commune de Metz. Le CVD, mis en service en 2001 et soumis à autorisation au titre des ICPE (arrêté préfectoral n° 2000-AG/2-116 du 20 avril 2000 modifié), est constitué :

- d'une unité de tri des matériaux (UTM) de 5 800 m² ayant une capacité de tri des déchets issus des collectes sélectives et des déchets banals d'entreprise autorisée de 54 000 t/an ;
- d'une unité de valorisation énergétique (UVE) liée à l'incinération des déchets ménagers, à hauteur de 120 000 t/an ;
- d'une unité de valorisation des mâchefers (UVM) liée à la valorisation des mâchefers bruts issus de l'incinération, à hauteur de 15 000 t/an (quantité maximale stockée).

L'installation est également réglementée par l'arrêté ministériel du 20 septembre 2002 relatif aux installations d'incinération et de co-incinération de déchets non dangereux et aux installations incinérant des déchets d'activités de soins à risques infectieux.

L'inspection n'a concerné que le périmètre suivant de l'UVE : halle de déchargement des ordures ménagères, fosse et trémies d'alimentation des 2 fours et halle fours-chaudières.

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- risque incendie ;
- propreté des installations.

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

À chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - les observations éventuelles ;
 - le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Monsieur le préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection (1)	Proposition de délais
8	Propreté	Arrêté Ministériel du 20/09/2002, article 13 (partiel)	/	Lettre de suite préfectorale	

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes sont susceptibles de faire l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
1	Détection incendie	Arrêté Préfectoral du 20/04/2000, article VIII.3.1	/	Sans objet

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
2	Moyen incendie – Fosse à déchets	Arrêté Préfectoral du 20/04/2000, article VIII.3.2.1	/	Sans objet
3	Moyen incendie – Trémies de chargement des fours	Arrêté Préfectoral du 20/04/2000, article VIII.3.2.2	/	Sans objet
4	Moyen incendie – Halle fours – chaudières	Arrêté Préfectoral du 20/04/2000, article VIII.3.2.3	/	Sans objet
5	Moyen incendie – Réserve d'eau incendie	Arrêté Préfectoral du 20/04/2000, article VIII.4	/	Sans objet
6	Moyen incendie – Réseau incendie interne	Arrêté Préfectoral du 20/04/2000, article VIII.5	/	Sans objet
7	Moyen incendie – Rétention des eaux incendie	Arrêté Préfectoral du 20/04/2000, article VIII.6	/	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'inspection a mis en évidence :

- un important empoussièrement d'une partie des installations qu'il convient de nettoyer sous 15 jours. L'inspection propose qu'une lettre préfectorale de suite soit envoyée à l'exploitant dans ce sens ;
- l'absence de détecteurs incendie dans la halle de déchargement des ordures ménagères.

L'exploitant a toutefois présenté un devis antérieur à l'inspection et proposé des mesures conservatoires dans l'attente de la mise en place des détecteurs. Au regard des actions déjà engagées et proposées par l'exploitant, l'inspection ne propose pas de suite administrative à ce stade.

Outre ces constats, l'inspection n'a pas mis en évidence de non-conformité aux prescriptions contrôlées.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Détection incendie

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 20/04/2000, article VIII.3.1
Thème(s) : Risques accidentels, Détection incendie
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Article VIII.3.1 Détection incendie La fosse de déchets ainsi que les trémies de chargement des fours sont couvertes par des détecteurs de flammes (de type IR à 3 bandes par exemple). Ces détecteurs généreront une alarme sonore et visuelle [...]. Prescription connexe : Art. 55 (partiel) de l'arrêté ministériel du 04/10/2010 Les détecteurs, leur positionnement et leur nombre sont adaptés aux risques identifiés.
Constats : Prescriptions de l'article VIII.3.1 de l'arrêté préfectoral Sans observation, vu : - 2 caméras infrarouge au niveau de la fosse de stockage des déchets et leur report en salle de contrôle ; - la série de plans localisant les détecteurs faisant état de 6 détecteurs optique au niveau de la fosse et d'un détecteur par trémie de chargement des fours (plans du 14/02/2011 transmis par courriel du 26/06/2023) ; - le report de l'alarme en salle de contrôle (fonctionnement non testé le jour de l'inspection). Prescriptions de l'article 55 de l'arrêté ministériel L'inspection constate l'absence de détecteurs dans la salle de déchargement des ordures ménagères. L'exploitant explique avoir identifié ce point, budgétisé l'action sur 2023 et a présenté un devis du 20/02/2023 à l'inspection. En revanche, il indique qu'il ne sera pas en mesure de mettre en place les détecteurs dans un délai court (en faisant référence aux procédures d'achat des marchés publics notamment) et a communiqué à l'inspection (courriel du 26/06/2023) les mesures organisationnelles conservatoires mise en place.
Observations : Au regard des documents présentés à l'inspection et des engagements de l'exploitant, l'inspection ne propose pas de suites administratives à ce stade. Elle demande à l'exploitant de lui transmettre une commande signée sous 4 mois et de tenir à sa disposition les plans mis à jour des détecteurs et la documentation technique.
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet

N° 2 : Moyen incendie – Fosse à déchets

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 20/04/2000, article VIII.3.2.1
Thème(s) : Risques accidentels, Moyen incendie – Fosse à déchets
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Les moyens automatiques déclenchés par les détecteurs définis au paragraphe VIII.3.1 ou par un déclencheur de type « coup de poing » situé dans la cabine du pontier consisteront en 9 buses d'injection d'eau pulvérisée, à un débit de 15 m ³ /h par buse, alimentée par la réserve d'eau incendie visée au VIII.4. Ces buses seront situées au-dessus des portes de déchargement des camions. En complément de ces moyens automatiques, une colonne sèche sera mise en place partant depuis l'extérieur du bâtiment de l'unité d'incinération et permettra d'alimenter 10 buses d'injection situées au niveau + 20 m au-dessus de la fosse.
Constats : Sans observation, vu : <ul style="list-style-type: none">- les buses d'injection d'eau pulvérisée au-dessus des portes de déchargement des camions ;- la colonne permettant d'alimenter les buses d'injection localisée au-dessus de la fosse ;- le compte-rendu interne relatif au test incendie réalisé le 31/03/2023 faisant usage des buses de la fosse et ne faisant pas état de dysfonctionnement (transmis par courriel le 26/06/2023) ;- la note de calcul hydraulique du 06/05/2019 mettant en évidence le respect des débits prescrits au regard du dimensionnement des installations et de la réserve d'eau sur le site.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 3 : Moyen incendie – Trémies de chargement des fours

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 20/04/2000, article VIII.3.2.2 (partiel)
Thème(s) : Risques accidentels, Moyen incendie – Trémies de chargement des fours
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Au dessus de chaque trémie de chargement des fours, une buse de pulvérisation d'eau de débit minimal 15 m ³ /h sera installée. [...]
Constats : Sans observation, vu : <ul style="list-style-type: none">- les plans des installations identifiant la présence de buses au-dessus des trémies d'alimentation des fours ;- la note de calcul hydraulique du 06/05/2019 mettant en évidence le respect des débits prescrits au regard du dimensionnement des installations et de la réserve d'eau sur le site.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 4 : Moyen incendie – Halle fours – chaudières

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 20/04/2000, article VIII.3.2.3 (partiel)
Thème(s) : Risques accidentels, Moyen incendie – Halle fours – chaudières
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : La halle fours – chaudières sera équipée d'un réseau incendie armé. Ce réseau raccordé au réseau d'eau de ville sera composé : <ul style="list-style-type: none">• de 6 colonnes montant jusqu'au niveau 21,7 m. Ces colonnes sont réparties dans la halle fours-chaudières de part et d'autres des lignes ;• d'une colonne montant jusqu'au niveau 20,3 m dans la zone de transport et stockage des boues ;• dans la halle fours-chaudières de 8 lances à eau, diamètre 40, débit 15 m³/h (RIA tournant pivotant) avec enrouleur 30 m. Les 8 lances sont réparties sur les niveaux 3,1 m, 12,8 m, 20,3 m [...].
Constats : Sans observation, vu : <ul style="list-style-type: none">- des RIA (contrôle par sondage) répartis dans la halle fours-chaudières, contrôlés en 2023 ;- les colonnes sèches n° 4 et 6 conformément au plan d'implantation des colonnes sèches transmis par courriel le 26/06/2023 ;- les notes de calcul hydraulique du 19/07/2017 dites "favorable" et "défavorable" transmis par courriel du 26/06/2023 faisant état d'un débit supérieur à 15 m³/h dans les deux scénarii.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 5 : Moyen incendie – Réserve d'eau incendie

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 20/04/2000, article VIII.4
Thème(s) : Risques accidentels, Moyen incendie – Réserve d'eau incendie
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : L'exploitant disposera d'une réserve incendie complémentaire au réseau incendie municipal. Cette réserve permettra d'alimenter les moyens automatiques d'arrosage des unités de tri et d'incinération. Elle aura un volume minimal de 200 m ³ .
Constats : Sans observation, vu la réserve de 200 m ³ , la description du système permettant le remplissage automatique de cette réserve et les pompes électrique et diesel (redondance) régulièrement contrôlées présentes dans le local technique attenant à la réserve.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 6 : Moyen incendie – Réseau incendie interne

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 20/04/2000, article VIII.5 (partiel)
Thème(s) : Risques accidentels, Moyen incendie – Réseau incendie interne
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : L'exploitant mettra en place un réseau incendie interne desservant des bornes incendie réparties sur la périphérie des bâtiments de l'usine. [...] Ce réseau pourra assurer un débit minimal de 120 m ³ /h à une pression comprise entre 1 et 4 bars. Ce réseau interne pourra être alimentée directement par le réseau incendie municipal si celui-ci permet de satisfaire aux contraintes fixées à l'alinéa précédent. [...]
Constats : Sans observation, vu : <ul style="list-style-type: none">- 4 poteaux incendie répartis autour du site alimenté par le réseau municipal ;- les procès-verbaux d'intervention des 24/05/2022 des 4 poteaux incendie justifiant des quantités d'eau disponible conformément à la prescription.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 7 : Moyen incendie – Rétention des eaux incendie

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 20/04/2000, article VIII.6 (partiel)
Thème(s) : Risques accidentels, Moyen incendie – Rétention des eaux incendie
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : La fosse de stockage des déchets disposera d'un volume de 200 m ³ laissé libre en permanence de tout déchet et destiné à recevoir les eaux d'extinction d'incendie, de la fosse, des trémies et, le cas échéant, des aires de manœuvre et de déchargement. [...]
Constats : Sans observation, vu : <ul style="list-style-type: none">- le plan de la fosse de stockage des déchets et les dimensions de cette dernière présenté le jour de l'inspection ;- la fosse de stockage des déchets relativement pleine et disposant d'un volume laissé libre supérieur à 200 m³ (fosse disposant par construction d'un volume sous le quai de déchargement supérieur à 200 m³ et densité des déchets étant inférieure à 1).
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 8 : Propreté

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 20/09/2002, article 13 (partiel)
Thème(s) : Risques chroniques, Propreté
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : [...] L'ensemble du site doit être maintenu propre et les bâtiments et installations entretenus. [...]
Constats : L'inspection constate lors de la visite de la zone extraction de la halle fours-chaudières la présence d'importantes accumulations ou amas de matières dangereuses ou polluantes et de poussières. L'exploitant explique que l'empoussièrement constaté est notamment liée à la présence de plus en plus fréquente de bonbonnes de protoxyde d'azote qui entraînent des avaries dans les fours. Il s'est engagé à nettoyer les installations sous 15 jours.
Observations : Au regard de la non-conformité constatée, l'inspection propose qu'une lettre préfectorale de suite soit envoyée à l'exploitant lui demandant : <ul style="list-style-type: none">• de procéder au nettoyage des locaux sous 15 jours et de tenir à la disposition de l'inspection les preuves de la mise en oeuvre de l'action corrective ;• de mettre en place une procédure permettant de garantir le respect de la prescription dans le temps.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale